

tionale. Il est difficile pour le lecteur de combler le fossé entre un tel monde et les manchettes des journaux annonçant ce qui s'est passé hier en Espagne ou en Malaisie, bien qu'il y ait parfois un rapprochement net comme, par exemple, dans le cas des pénuries d'énergie. Si l'homme d'État ne peut se permettre de miser sur les différentes orientations possibles, il doit au moins être conscient des tendances les plus claires.

Idées préconçues des États-Unis

Même en supposant que l'évolution des rapports internationaux vers une politique mondiale s'accomplisse plus rapidement que prévu, les États continueront d'affronter des situations plus ou moins insolites. Sur les listes de lecture de nos étudiants qui se spécialisent dans les relations internationales, on compte 90 pour cent de livres américains, 5 pour cent de livres britanniques ou européens et 5 pour cent seulement de livres canadiens. Vu que ce sont les spécialistes américains qui ont ouvert de nouvelles voies dans le domaine des sciences politiques, il n'est pas surprenant de constater que cette documentation est principalement d'origine américaine. Les savants canadiens commencent tout juste à utiliser pour l'étude de notre politique étrangère ces nouveaux instruments que sont l'examen systématique des influences externes, l'analyse du processus des décisions et l'idée d'intégration appliquée aux relations canado-américaines (les économistes ont, bien entendu, étudié ces relations de très près). Mais, dans l'ensemble, les idées préconçues des Américains dominent encore le contenu des cours.

Les hypothèses ou les solutions avancées pour trancher les crises ou les conflits internationaux sont certes d'un grand intérêt dans un monde menacé de conflagration nucléaire. Vu cependant que l'expérience du Canada, en dehors de son rôle de pacificateur, ne peut guère servir à alimenter la banque de données sur les conflits, il serait peut-être plus sensé que les enseignants et les étudiants canadiens s'adressent à des thèmes tels que la réglementation des ressources internationales,

le rôle des sociétés multinationales, la nature du développement économique, les droits des minorités et les notions de rang et de rôle (le Canada n'est nullement un petit pays, sauf selon le critère que nous aimons appliquer, celui de la comparaison avec les États-Unis). Un des inconvénients des manuels américains sur la politique comparative est qu'on y compare rarement le Canada à d'autres pays. Une telle comparaison aurait pourtant l'heure d'améliorer l'idée que nous nous faisons de notre propre pays. Loin de vouloir susciter un esprit de clocher dans l'étude de la politique internationale, j'aimerais plutôt orienter celle-ci vers les domaines qui nous touchent de plus près et où nous sommes, espérons-le, particulièrement compétents.

Pour sa part, le ministère des Affaires extérieures tâche depuis quelques années d'accroître ses rapports avec les universitaires en organisant des colloques, en subventionnant des travaux de recherche à court terme et en prenant sous contrat, pour des périodes de 9 à 12 mois, des savants chargés d'étudier certains problèmes de l'heure. De plus, le ministère détache chaque année auprès d'universités trois de ses agents. Ceux-ci s'efforcent, dans ce milieu stimulant, d'élucider divers aspects de la politique étrangère. Le Groupe d'analyse politique, quant à lui, tâche de se tenir au courant des techniques de planification et d'analyse.

Après avoir étudié ces techniques, un fonctionnaire britannique a récemment publié un livre dans lequel il décrit comment, dans dix ans, le *Foreign Office*, en se fondant sur les probabilités statistiques établies d'après le comportement antérieur des pays en cause, pourrait aborder la plus récente crise du Proche-Orient. L'auteur qualifie cette opération «d'étalonnage de la famille des nations» (Nigel Forward, *The Field of Nations*, Macmillan, 1971). L'utilisation de la règle à calculer dans les ministères des Affaires étrangères n'est certainement pas pour demain, mais il ne fait aucun doute que les nouvelles optiques ouvertes sur les problèmes mondiaux et les nouvelles façons de calculer l'avenir persisteront. Si Kepler se fait encore attendre, Metternich doit apprendre à s'accommoder des changements.